

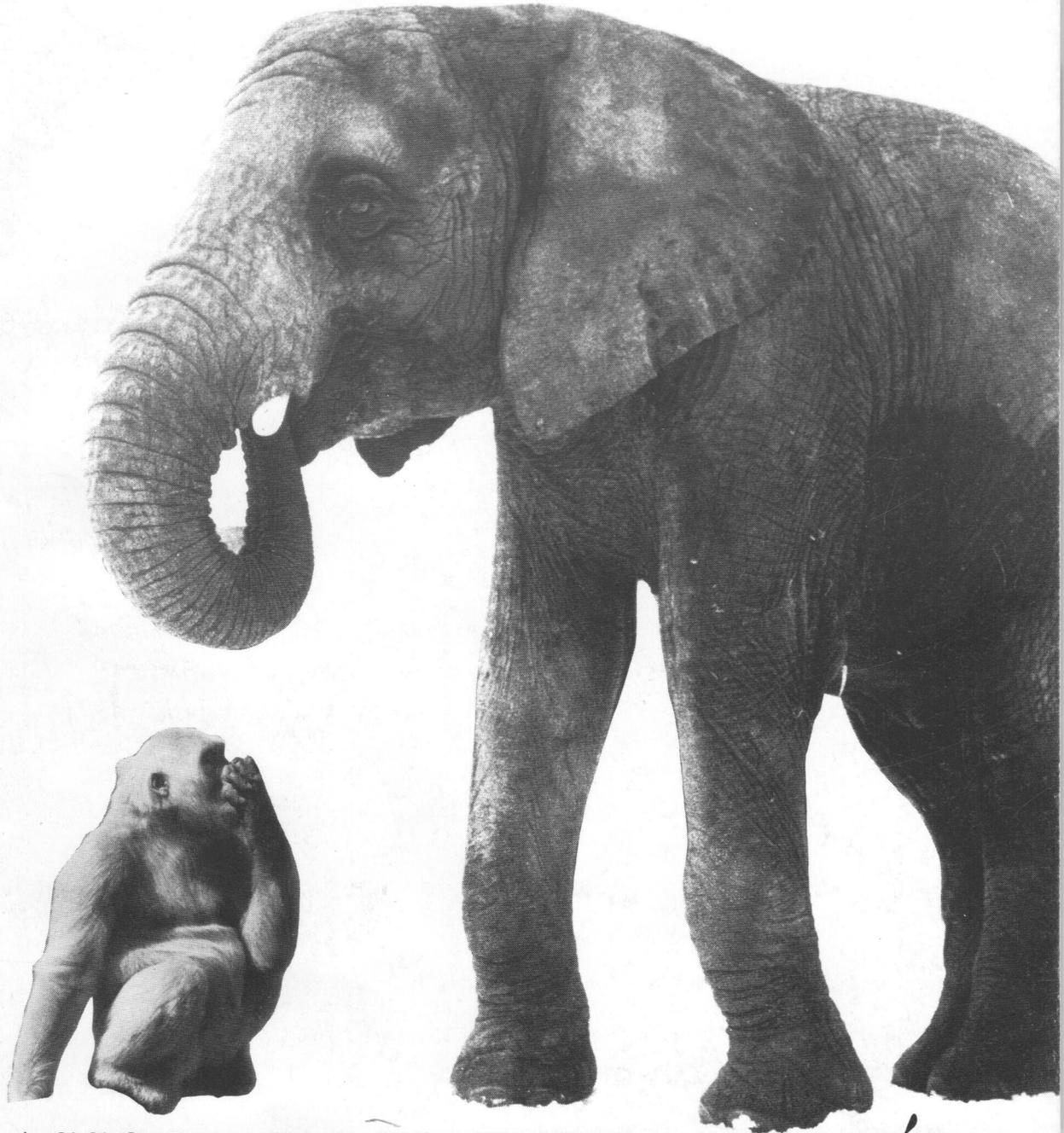
ISSN : 0223-5951

# TERRITOIRES

correspondance  
municipale

LA REVUE DES ACTEURS LOCAUX

OCT. 90  
N° 311  
43 F



## ASSOCIATIONS - MUNICIPALITÉS

Un dialogue difficile entre des partenaires inégaux

## DOSSIER

### MUNICIPALITES ET ASSOCIATIONS

#### Démocratie de délégation, démocratie de participation

<b>CRISE DES MECANISMES DE PARTICIPATION DEMOCRATIQUE</b> .....	16
De plus en plus d'administrés, de moins en moins de citoyens Marc Wandewynckele	
<b>RISQUES ET CHANCES</b> .....	23
La décentralisation et les associations François Rolin	
<b>LES IDEES NE MANQUENT PAS, ENQUETE SUR VINGT VILLES</b> .....	28
Adels	
<b>LES HABITANTS ACTEURS DES QUARTIERS</b> .....	42
Pratiques comparées dans cinq pays européens Céline Sachs et Claude Jacquier	
<b>DES POPULATIONS HORS-JEU</b> .....	46
Les certitudes des associations locales s'effondrent Dominique Cardon	
<b>LA PAROLE AUX CITOYENS DES CITES</b> .....	50
Le Théâtre de l'opprimé dans les quartiers DSQ Yves Guerre	
<b>UNE DYNAMIQUE DE PARTICIPATION</b> .....	53
L'opération HVS de Woippy-Saint-Eloi (57) Jean-Marc Stébé	

# Une dynamique de participation

## L'opération HVS de Woippy-Saint Eloi (57)

**L'opération habitat et vie sociale qui s'est déroulée dans le quartier Saint Eloi de Woippy, agglomération messine, est particulièrement riche et précurseur en matière d'investissement des différents partenaires et de participation des habitants.**

Les études en sociologie urbaine de ces dernières décennies ont permis de montrer que la participation des habitants aux opérations de rénovation ou de réhabilitation ainsi qu'une approche globale de la situation (action sur le cadre bâti, sur la vie sociale, mais aussi concertation de l'ensemble des partenaires concernés) sont les conditions sine qua non pour redynamiser, revivifier et «redorer le blason» des quartiers d'habitat social.

Dans l'ensemble les actions menées dans le cadre d'HVS ont permis un renouveau du quartier modifiant son aspect physique et parfois son image sociale mais leur «efficacité est restée limitée en raison de certaines faiblesses» notamment :

- les interventions se sont principalement concentrées sur le cadre bâti.
- la participation des habitants à la conception et au suivi des opérations, et le degré d'engagement des élus locaux et des administrations locales sont demeurés très inégaux d'une opération à l'autre, et voire parfois marginaux.

Nous nous sommes intéressés à l'opération HVS du quartier Saint-Eloi dans l'agglomération de Metz, réalisée entre 1978 et 1982, qui, a été à notre avis, précurseur de nombreuses idées et montages développés dans le cadre de la Commission nationale de développement social des quartiers - principalement en ce qui concerne l'investissement des différents partenaires et la participation des habitants -. Il nous semble que la réhabilitation du quartier Saint-Eloi a bénéficié d'une dynamique partenariale et participative des habitants fort intéressante.

Les actions réalisées dans le cadre de l'opération HVS s'orientent autour de deux grands axes :

- redonner une valeur urbaine au quartier
- revitaliser la vie sociale. Comme dans la plupart des interventions de réhabilitation le cadre d'action prioritaire a été l'amélioration des «logements au quotidien» (1).

Les travaux ont porté sur l'isolation phonique et thermique et sur les parties com-

### IDENTITE DU QUARTIER ST-ELOI

- Propriétaire de l'ensemble urbain : office public HLM de Metz et la société anonyme d'HLM : Logi-Est (filiale de la Sonacotra).
- Réalisation entre 1964 et 1968.
- Situation : périphérie Nord de l'agglomération messine.
- Quartier de 5 500 habitants appartenant à la commune de Woippy (14 000 habitants).
- Une population défavorisée à revenu faible ou aléatoire.
- 40% d'étrangers.
- 57% de la population à moins de 20 ans.
- Population relogée d'un quartier insalubre de Metz.
- Nombre de logements 938.
- Construction diversifiée : 296 pavillons individuels (Programme social de relogement (4)), immeubles collectifs de quatre étages maximum.
- Morphologie urbaine aérée.

**SIGLES**

- APL  
Aide personnalisée au logement
- CNDSQ  
Commission nationale de développement social des quartiers
- CSCV  
Confédération syndicale du cadre de vie
- DSQ  
Développement social des quartiers
- HLM  
Habitation à loyer modéré
- HVS  
Habitat et vie sociale
- OPHLM  
Office public d'HLM
- PSR  
Programme social de relogement

54

...  
munies (entrées, escaliers) des immeubles. Les pavillons individuels ont bénéficié d'une amélioration de leur confort. Enfin des efforts ont été entrepris pour essayer de désenclaver physiquement et psychologiquement Saint-Eloi.

Les projets de dynamisation de la vie sociale du quartier inscrits dans les documents préparatoires à l'opération HVS sont passionnants et encourageants (5) mais concrètement peu ont été mis en place pendant les quatre années qu'ont duré les interventions, en raison de blocages administratifs, politiques et financiers importants.

Ces aspects de la réhabilitation ont alors bien souvent été marginalisés au profit d'actions «visibles» sur le bâti ou l'environnement. Malgré ces quelques points sombres, il reste que de nombreux aspects, notamment trois de l'opération HVS de Woippy Saint-Eloi sont intéressants à examiner : le développement de l'action démocratique, «la présence active des habitants» (1) (6) et l'activité partenariale. Ces éléments ont été souvent abordés expérimentalement, parfois même ignorés ou détournés de leur sens originel, tant dans les interventions HVS que dans les actions DSQ.

## Le développement d'une interaction

Un des points forts de l'opération HVS à Woippy Saint-Eloi, a été le développement d'une interaction entre l'action formelle (l'activité de la Confédération syndicale du cadre de vie - CSCV - et d'un noyau militant de travailleurs sociaux) et la dynamique informelle (les initiatives personnelles ou collectives des locataires). Concrètement dès que le quartier Saint-Eloi est retenu par le groupe interministériel HVS, des groupes se forment pour étudier les problèmes cruciaux : cadre de vie, environnement, scolarité, état sanitaire... Ils réunissent les enseignants, les médecins, les travailleurs sociaux, les associations repré-

sentatives des habitants, et les élus du quartier. Systématiquement dès qu'une question est soulevée au cours d'une réunion, la CSCV refuse de se prononcer sans avoir consulté les habitants. Celle-ci provoque alors une rencontre qu'elle annonce par tracts, par la presse, parfois même par mégaphone dans les rues. A certaines de ces réunions, les dialogues sont animés, des altercations, parfois violentes, ne sont pas rares entre les techniciens de l'OPHLM par exemple, et les locataires.

Parallèlement aux réunions publiques, aux réunions mensuelles du «groupe de travail», une permanence hebdomadaire est tenue par des techniciens. Les projets y sont discutés avec les habitants eux-mêmes et des esquisses sont réalisées pour concrétiser telle ou telle proposition. Les projets sont alors présentés et discutés au cours des réunions publiques.

La continuité des actions de réhabilitation semble avoir été assurée dès le début par le dispositif de concertation institutionnel, représenté par la CSCV. Au départ en effet, tous les habitants ne participent pas, la population ne croit pas à l'amélioration de la cité, des conditions de vie ; puis peu à peu les locataires se sentent concernés par cette intervention la confiance s'installe, mais pour cela il a fallu attendre quelques «actions-chocs». L'amélioration du «visible des conditions d'habitat (revendiquée d'emblée par la CSCV) a été très certainement un des facteurs dynamisants de la mobilisation des habitants.

Une évaluation des expériences participatives dans les opérations de réhabilitation de la période 77-84 fait apparaître plusieurs formes de participation (1) (2) (6) :

- une participation qui se réduit à une information : réunions autour d'un projet, avec un jeu de questions-réponses entre les habitants et les responsables, sans véritable échange,
- une participation-consultation, où les responsables se contentent de recueillir des avis, en se réservant le droit d'en tenir compte ou non,
- une participation-animation dans le

cadre du relogement exclusif

• une participation-consultation

C'est dans le cadre de la dynamique des exemples

• les habitants ont la possibilité de participer à la gestion positive des relations voisines - au sein du pavillon à l'ensemble attrayant

• après avoir été confiés à un cahier des suggestions l'embauché du quartier. A la fin vu offrir un programme était beau réduit confort et à m

Tenter de des habitats socio-économique cadre démocratique partenariale. Mais cela n'a pas les acteurs de la détermination des services interpartenaires d'une politique

Dans ce cadre les travaux de l'Office Public (déjà très proches des HVS) min du pavillon de cadre d'un OPHLM,

cadre du mouvement associatif et des équipements socio-culturels du quartier exclusivement,

- une participation active dans le développement du quartier.

C'est dans ce dernier axe que se situe la dynamique HVS à Saint-Eloi. Plusieurs exemples confirment une volonté collective à la participation des habitants :

- les habitants des pavillons ont la possibilité d'aménager leur devant de porte. La possibilité d'auto-réhabilitation encourageant le développement d'une «compétition positive» - faire différemment de ses voisins - a eu pour effet de personnaliser les pavillons. Cette individualisation donne à l'ensemble pavillonnaire une image attrayante et «désuniformisée».

- après appels d'offre, des travaux sont confiés à des artisans du secteur avec un cahier des charges indiquant clairement les suggestions particulières, notamment l'embauche de jeunes chômeurs du quartier. A la fin de leur contrat, deux se sont vu offrir un emploi définitif. Au départ le programme de lutte contre le chômage était beaucoup plus ambitieux ; il s'est réduit comme une «peau de chagrin» au fur et à mesure des appels d'offre.

Tenter de développer la participation des habitants à la restructuration de la vie socio-économique du quartier, dans un cadre démocratique, suppose que tous les partenaires soient présents sur le terrain. Mais cela n'est pas suffisant. Tout d'abord les acteurs locaux doivent réfléchir ensemble à la définition, la conception et la gestion des services à offrir. Puis il faut un travail commun aboutissant à des desseins interpartenaires, dans le champ plus vaste d'une politique dynamisante de quartier.

Dans cette optique par exemple, après les travaux de réhabilitation de Saint-Eloi, l'Office Public d'HLM de la ville de Metz (déjà très investi dans les différentes phases d'HVS) a souhaité poursuivre le chemin du partenariat. Il a proposé que l'attribution des logements se réalise dans le cadre d'une commission quadri-partite : OPHLM, municipalité, délégués des travail-

leurs sociaux, représentants des habitants. Pendant 7 à 8 mois, celle-ci a fonctionné en veillant à distribuer harmonieusement les logements. Mais à la différence des autres ZUP de l'agglomération messine, Saint-Eloi possède le privilège de disposer de nombreux logements vastes (type F5 ou F6), ce qui a incité l'OPAC de Metz, poussé bien souvent par les autorités préfectorales, à imposer des familles nombreuses immigrées, perturbant ainsi tout le processus collectif de concertation.

L'exemplarité de cette opération notamment en ce qui concerne la dynamique partenariale, l'activité démocratique et la participation des habitants - qui sont généralement des points d'achoppement dans les interventions de réhabilitation - peut être appréciée à la faveur de conditions particulières.

## Une histoire, des racines

---

### une mémoire collective

La population de Saint-Eloi a une histoire. Les habitants possèdent des racines, une mémoire collective, puisqu'ils se sont pratiquement tous retrouvés à Saint-Eloi. En 1978, une certaine identité, une solidarité persistent toujours, qui ont pris naissance dans les «profondeurs» même du centre ville de Metz.

- Des dimensions limitées pour ce quartier.

- Le nombre d'habitants de ce quartier est relativement faible comparativement à d'autres cités d'habitat social.

- De plus, Saint-Eloi est caractérisé par une diversité urbanistique ; il existe un réel «panachage» entre les immeubles collectifs de taille restreinte et les pavillons individuels (possédant un jardinet de 20 m<sup>2</sup> devant et un jardin de 200 m<sup>2</sup> derrière). Cet ensemble donne l'impression «d'oxygénation» renforcée par la présence de nombreux espaces intersticiels libres.

- Ces éléments d'ordre morphologique,

•••

SIGLES

- APF
- Aide personnalisée au logement
- DDASS
- Commission nationale de développement urbain des quartiers
- CSCV
- Confédération médicale du Centre de Paris
- DDSO
- Développement social des quartiers
- OPHLM
- Habitat à loyer modéré
- HVS
- Habitat et vie sociale
- OPHLM
- Office public d'HLM
- PPR

56

## Le résultat d'un processus

### entamé de longue date

En fait à Saint-Eloi, l'opération HVS - qui débutera fin 1978 - n'est que le résultat d'un processus revendicatif entamé de longue date. Depuis la création du quartier, dans les années 60, les habitants, soutenus par des associations de défense du cadre de vie, principalement l'APF (Association populaire des familles) à l'époque, aujourd'hui appelée CSCV, ont revendiqué des conditions de vie meilleures.

C'est donc au travers de luttes collectives, de négociations successives que s'inscrit l'histoire, la mémoire (mais aussi la dynamique participative) de Saint-Eloi. Les interventions HVS arrivent à point nommé après une longue expérience de travail collectif et de concertation. Le quartier a acquis au cours du temps une certaine «maturité», un «savoir-faire» dans le domaine de la participation.

«La participation des habitants, il n'y a pas eu besoin de la créer, elle a toujours existé», c'est en ces termes que s'exprimait en 1983, le coordonnateur de l'opération HVS. Dans le cadre de cette expérience, ce n'est pas une parole «octroyée ou concédée» pour donner un vernis démocratique aux actions de réhabilitation, mais il s'agit plutôt d'une parole revendiquée, résultat de nombreuses demandes de la population pour accéder au rang de

«partenaire» à part entière - possédant de véritables atouts décisionnels -.

Il existe souvent une ignorance mutuelle des différents partenaires qui entrave le processus d'action. Elle ne concerne pas seulement habitants et maîtres d'ouvrage par exemple, mais aussi les diverses administrations entre elles (l'école ne sait pas ce que font les Centres médico-sociaux dépendant de la DDASS et cette dernière ne sait pas ce que fait l'ANPE). Il n'y a alors pas de partenaires et tout le travail au départ consiste à les faire émerger, chacun apprenant à se situer par rapport aux autres.

L'ignorance mutuelle n'est pas le seul frein à la dynamique d'action. Bien souvent on ne se reconnaît pas comme partenaires pouvant travailler ensemble, engendrant des situations conflictuelles. Il s'agit, d'après le rapport «Dudebout» (1) de faire apparaître comme élément central du processus de développement «un champ commun d'actions».

Sans vouloir nier les confrontations ou les conflits existant à Saint-Eloi, nous remarquons qu'il y a eu une volonté de part et d'autre de les résoudre et de se les approprier positivement. Ces oppositions «gérées» ont été l'occasion de développer de réels échanges permettant ainsi de déployer une politique concertée d'intervention. Pour seul exemple, le maire de Woippy, note que l'équipe municipale - élue en 1977 avec un programme comprenant l'amélioration de Saint-Eloi - avait une connaissance approfondie de ce quartier (des habitants de la ZUP, notamment de la CSCV, sont parmi les conseillers municipaux) en raison de son engagement dans les différentes associations depuis 20 ans. La municipalité était fermement décidée à faire collaborer l'ensemble des partenaires : OPHLM, travailleurs sociaux, associations, administrations départementales, ... - avec qui elle a de bonnes relations -.

«La présence active des habitants», associée à la mobilisation de l'ensemble des administrations et organismes sociaux ou para-publics, semble avoir été le moteur

des actions de

Dans bien des cas, la constitution d'un HVS, on a pu remarquer l'importance de la phase de déblocage des travaux, une fois le dessin (parfois la construction des documents) général le principe de la dynamique. La population, qui calcule en jours et en mois, est déjà de l'ordre de la semaine se démobilise et les habitants sont instruits et les opérations ne rencontrent pas de tissu dynamique. La phase antérieure est terminée.

Le cas de Woippy est un fait significatif : à la fin du projet, en 1977, une subvention de 10 millions de francs supplémentaires a été accordée au démarrage créant ainsi une situation de rupture rendant en quelque sorte la distinction entre les deux phases, acceptativement des opérations. Le début de la population n'a pas été respecté, mais au final, il y a eu un dédoublement des opérations plus en plus. C'est un cas de catalyseur.

Les interventions sont venues impulser les actions de réhabilitation sur une ligne espace quartier. Ainsi, la population a pris conscience que la réhabilitation ne peut être positive si elle n'est pas acceptée, mais qu'elle est nécessaire, qu'elle est

des actions de réhabilitation à Saint-Eloi. Dans bien des cas, pendant la phase de constitution du pré-dossier et du dossier HVS, on a pu remarquer une sensibilisation importante de la population. Avant le déblocage des crédits et le démarrage des travaux, une longue période d'attente se dessine (parfois plus d'une année pour l'instruction des dossiers). Ce décalage est en général le principal facteur de désagrégation de la dynamique qui s'était amorcée. La population, pour qui le court terme se calcule en jours ou en semaines, le moyen terme en mois et aux yeux de qui l'année est déjà de l'ordre de la très longue durée, se démobilise donc. Lorsqu'enfin les dossiers sont instruits, les financements accordés et les opérations engagées, l'intervention ne rencontre plus, bien souvent, le tissu dynamique qui s'était constitué dans la phase antérieure (6).

Le cas de Woippy Saint-Eloi est tout à fait significatif : la municipalité a obtenu dès le début du projet de réhabilitation en 1977, une subvention exceptionnelle de dix millions de francs pour Saint-Eloi (supplémentaire aux crédits HVS). Ceci a permis un démarrage immédiat des travaux, créant ainsi une dynamique en continu et rendant en quelque sorte caduque la classique distinction entre élaboration des dossiers, acceptation de leur contenu, lancement des opérations et suivi. «Tout au début la population n'y croyait pas, commente le responsable du club de prévention, mais au fur et à mesure de l'avancement des opérations, elle se mobilisait de plus en plus». Cette subvention a bien servi de catalyseur et de liant à la mobilisation.

Les interventions HVS (de 1978 à 1982) sont venues structurer, coordonner et impulser les actions à entreprendre. La réhabilitation se situe, tout simplement, sur une ligne espace-temps de progression du quartier. Ainsi, la municipalité de Woippy a pris conscience qu'une action de réhabilitation ne peut pas produire des effets positifs si elle s'inscrit dans une période délimitée, mais qu'un suivi dans le temps est nécessaire, qu'il faut constamment être

vigilant aux signes de dégradation physique - clignotant d'un malaise social - et sensible à l'amélioration de la qualité de vie du quartier - source de dynamisme convivial -. Les travailleurs sociaux, comme la CSCV soulignent par exemple que les actions sur le cadre bâti ne se sont pas terminées en 1982, mais qu'elles se poursuivent toujours actuellement !

Par ailleurs, il apparaît que l'implication et l'investissement des locataires ont été plus conséquents dans le cadre des travaux sur le bâti et lorsque ces interventions touchent le champ social individualisé et privaté (Cf. les pavillons individuels). En revanche, quand les relations interpersonnelles sont sollicitées - actions sur la vie sociale - cela semble beaucoup plus aléatoire ; sans que les projets soient abandonnés, ils prennent plus de temps. Les idées sont reprises, non plus par les habitants en tant que tels, mais par des «intermédiaires privilégiés» - associations, clubs -. Ceci montre bien que les locataires s'expriment mais pas avec les mêmes outils que les décideurs pour faire parvenir leurs doléances.

## Des textes imprécis

Les procédures HVS et DSQ ont souligné l'importance du partenariat, de la concertation et de la participation des habitants dans les opérations de réhabilitation des quartiers d'habitat social.

Concernant ces trois éléments, l'imprécision domine dans les deux textes réglementaires, la structure, le contenu, la marche à suivre ne sont nullement définis. Il s'agit en fait d'un discours noble et ouvert comme les nombreux préambules des lois d'orientation. Ainsi, un problème important se fait jour : c'est la possibilité d'interprétation ; les municipalités, les directions départementales, ... peuvent diriger comme elles l'entendent la politique partenariale et de concertation (8).

D'une manière générale, les bilans des

...

... opérations HVS et DSQ menées pendant la période 77-84 (1) (2) montrent que la participation des habitants et l'investissement des partenaires locaux n'ont guère eu le succès escompté. L'activité participative s'est parfois réduite à une simple information avant le dépôt des dossiers. Dans la majorité des cas, les représentants de la population ont été conviés à des réunions de concertation avec les responsables sans incidence réelle sur le déroulement de l'opération. Enfin, dans d'autres cas, beaucoup moins nombreux, la réhabilitation a été l'occasion d'une mobilisation des habitants, des associations, de la municipalité et des administrations. On a pu voir se développer une importante praxis démocratique et partenariale : les différents groupes de locataires et les associations sont apparus comme des partenaires au même titre que les autres. A Saint-Eloi nous nous trouvons également dans le cadre de ce troisième scénario.

Certes, dans l'ensemble, la participation des habitants, et plus globalement la transformation des relations entre les responsables locaux et les locataires, ont été mal préparées et peu mises en œuvre.

Mais l'expérience de Woippy nous confirme que des «automatismes» peuvent émerger et que le développement d'activités participatives et partenariales sont possibles. Il est indéniable que ce quartier d'habitat social possédait au départ des atouts particuliers qui ont facilité les interventions.

Dans le cadre d'une évaluation, l'idée majeure de «temporalité ouverte» - «d'espace-temps dynamique» - doit attirer toute notre attention. Si nous avons réalisé un bilan de l'opération HVS en 1982, juste à la fin des interventions, nous aurions noté que les travaux d'amélioration du bâti et d'embellissement des espaces avaient bien été effectués et procuraient ainsi une forme accueillante et séduisante au quartier. En revanche les actions de dynamisation de la vie sociale auraient été difficilement appréhendables car restées lettre morte. Mais des habitudes de travail concerté sont nées pendant les diverses phases de l'intervention HVS, qui, actuellement permettent la concrétisation entre autres des projets «santé» et «scolaire».

Rénover le cadre bâti, réembellir l'environnement, donner une nouvelle image de marque au quartier, désenclaver la cité HLM, installer des structures socio-économiques et culturelles, ... sont les éléments primordiaux et indispensables de la réhabilitation des quartiers d'habitat social, mais à côté de ces actions visibles, immédiates et utiles, pour alimenter les espoirs des locataires, pour redonner confiance aux individus, n'est-il pas nécessaire de créer de nouveaux rapports entre les habitants et la municipalité, entre les propriétaires et les locataires, entre les habitants et les administrations locales, afin qu'une «dynamique au long cours» de concertation et de participation se développe ? Les opérations de réhabilitation ne sont-elles pas aussi les ferments qui permettent de vitaliser les cités HLM pour l'avenir ?

J. Marc STEBE

(1) ★ R. Pesce, «Développement social des quartiers - bilan et perspectives 1981-1984», rapport au Premier ministre du Président de la CNDSQ, La Documentation Française Paris, nov. 1984.

★ H. Dubedout, «Ensemble, refaire la ville», rapport au Premier ministre du Président de la CNDSQ, La Documentation Française, Paris, janv. 1983.

(2) D. Figeat, «Bilan des opérations Habitat et vie sociale menées pendant la période du VII<sup>e</sup> plan», Paris, Commissariat général du plan et Union nationale des HLM, assises pour l'avenir des quartiers d'Habitat social «Vivre ensemble dans la cité», le 28/10/1981.

(3) Conseil social et culturel de la Moselle (CSCM) (le), «Le quartier Saint-Eloi dans l'agglomération de Metz : sa vie..., ses problèmes...».

(4) PSR : Programme de Construction de Logements sociaux, «bas de gamme», à confort limité, prévu (dans les années 1950, 1960) pour le relogement des populations défavorisées, logeant bien souvent dans les taudis des villes.

(5) Municipalité de Woippy (la), «Pré-dossier Habitat et vie sociale» et «dossier Habitat et vie sociale» préparés dans le cadre d'une opération du groupe interministériel HVS, Metz, 1978.

(6) J.P. Ferrand et P. Maclouf, «La présence active des habitants», rapport au Premier ministre, CNDSQ, sept. 1982.

(7) ★ G.N. Fischer, «la psychosociologie de l'espace», PUF, coll. «Que sais-je ?», Paris, 1978.

★ E. Goffmann, «la mise en scène de la vie quotidienne - 2 tomes», Ed. de Minuit coll. «le sens commun», Paris, 1973.

★ P. Belleville, «Construire, modifier... s'affirmer : pouvoirs à prendre» in *Informations sociales*, N° 2/1982, p.p. 20-25.

(8) M. Blanc, «La communication sociale dans les quartiers est-elle une tentative de dépolitisation de l'aménagement urbain ? L'exemple de la banlieue de Nancy» in *Pour*, numéro spécial «la communication sociale», 1988.